

# Programme de Renforcement des Capacités Commerciales

 20 ans  
PRCC



# Le PRCC : Renforcer l'intégration des pays en développement dans le commerce mondial

Le commerce est un levier de développement durable lorsqu'il est encadré de politiques adéquates et qu'il est aligné sur une trajectoire environnementale et sociale viable.

Principal instrument bilatéral de la France exclusivement dédié à l'aide pour le commerce (APC), le Programme de Renforcement des Capacités Commerciales soutient les pays en développement dans leur intégration au commerce mondial tout en contribuant à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Pour cela, le programme accompagne les systèmes productifs dans leur transformation, à la fois inclusive et respectueuse de la Planète, en renforçant la résilience des sociétés, des économies et des écosystèmes naturels.

Depuis 20 ans, le PRCC apporte de l'assistance technique, des formations, des études sectorielles ou de faisabilité, permettant aux pays en développement, et parmi eux en priorité les Pays les Moins Avancés (PMA), de tirer partie du commerce dans leur trajectoire de développement.

## DEUX GRANDS OBJECTIFS DE L'AIDE PUBLIQUE AU COMMERCE FRANÇAISE

1

Le développement de chaînes de valeurs durables, inclusives et résilientes

2

Le développement d'une offre compétitive sur les marchés locaux, régionaux et internationaux

Le PRCC s'inscrit en cohérence avec les principes de l'Aide pour le Commerce définis par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et contribue à la réalisation de l'Agenda 2030 et à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.



## TROIS GRANDES THÉMATIQUES D'INTERVENTION

- 1 Les signes de qualité et d'origine
- 2 La structuration de filières durables
- 3 L'intégration économique régionale en Afrique

## Le PRCC en chiffres

**100**  
projets financés  
depuis 2003

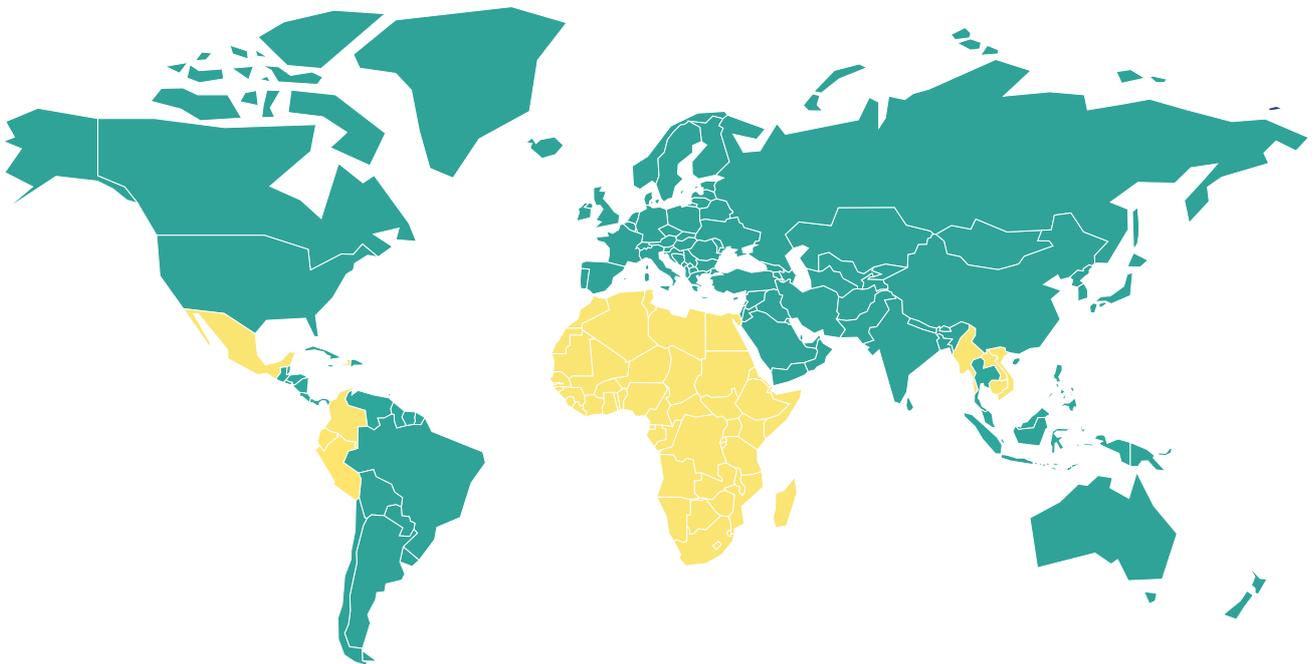
**60%**  
des financements  
dédiés aux  
Pays les Moins Avancés

**160 M€**  
engagés depuis 2003

**30 M€**  
consacrés à la septième  
édition du programme  
(2023-2025)

**Plus de 80**  
organisations bénéficiaires,  
parmi lesquelles  
des coopératives  
et organisations de  
producteurs, des ONGs,  
des organisations du  
secteur privé et des  
chambres de commerce.

## LE PRCC DANS LE MONDE



**80%**  
en Afrique

### INFOS CLÉS

Le PRCC soutient des approches régionales portées par les partenaires suivants:

- CEDEAO
- OAPI
- OHADA
- ZLECAF
- CAP Business Océan Indien
- COLEAD
- CPCCAF
- Trade Mark Africa

# 1 La démarche qualité et le déploiement de produits labellisés

Le PRCC soutient les petits producteurs dans leurs démarches d'amélioration qualité, en déployant des mesures d'accompagnement à la certification biologique, à la labélisation commerce équitable, à l'enregistrement d'indications géographiques, ou encore au respect des normes sanitaires et phytosanitaires.

Ces signes de qualité assurent la provenance, le respect des normes internationales, et européennes, et la réputation de certains des patrimoines agricoles et culturels. Mais ils font plus que ça en améliorant les conditions de vie des producteurs et de leurs familles. Les projets ciblent les travailleurs ruraux, qui représentent 95 % de la

population la plus pauvre et dont les moyens de subsistance dépendent de la protection de leurs traditions et de leur environnement, mais aussi de leur capacité à faire face à la concurrence sur le marché mondial.

## LES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

### Projets PAMPIG

APPUYER LA MISE EN PLACE D'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES EN AFRIQUE (LANCEMENT EN 2008)

IG concernées :

**PAMPIG 1 : Poivre de Penja, miel blanc d'Oku au Cameroun, café de Zياما en Guinée**

**PAMPIG 2 : Le Gari Sohoui de Savalou, l'huile d'Agonlin et l'Ananas pain de sucre au Bénin, le Cacao rouge du Cameroun, l'Attikié des lagunes et les pagnes baoulés de Côte d'Ivoire, l'Ananas Friguiagé de Guinée**

Pour les 17 États membres de l'OAPI en Afrique de l'Ouest et du Centre, la reconnaissance de produits locaux originaux, réputés et ancrés aux territoires est un enjeu important, à la fois pour la reconnaissance et la protection de leur patrimoine et en tant qu'outil de développement économique. L'indication géographique peut, en effet, permettre aux produits ayant une qualité ou une réputation spécifique d'affirmer leur identité, de structurer une organisation économique et de développer leur valeur ajoutée. Les filières concernées étant souvent le fait de petits producteurs, cet enjeu est réel en termes de réduction de la pauvreté.

Poivre de Penja et miel d'Oku au Cameroun ; café de Zياما-Macenta en Guinée : les trois premières IG en Afrique sub-saharienne ont été enregistrées grâce à la première phase du projet PAMPIG, clôturée en 2014.

La deuxième phase du projet PAMPIG vise à consolider les acquis des trois indications géographiques pilotes et à appuyer au moins six nouvelles filières IG ; tout en renforçant les capacités techniques et d'accompagnement tant à l'échelon national qu'au plan de l'organisation régionale.

#### OBJECTIFS

- Accompagner les pays producteurs dans un exercice d'identification et de reconnaissance de produits nationaux éligibles aux indications géographiques.
- Contribuer au renforcement des capacités de l'OAPI et des partenaires nationaux publics et privés en vue d'assurer la promotion et la protection des indications géographiques



Montant total  
**3,7M€**

Subvention PRCC de 3,2 M€  
Contribution de l'OAPI de 457 K€

## Facilité IG

Cette facilité, dont la gestion est confiée au Cirad, vise à développer des indications géographiques en Afrique, dans la zone Caraïbe et Pacifique, pour améliorer la qualité des produits alimentaires et favoriser des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Ce projet comporte des volets relatifs à l'enregistrement et au fonctionnement de nouvelles Indications Géographiques en Afrique, leur reconnaissance dans l'espace européen, mais également à la mise en œuvre de structures de contrôle et de lutte contre la contrefaçon.

Grâce à cette facilité, et aux projets déjà en cours sur cette thématique, l'AFD participe activement à une plateforme mise en place par l'Union africaine (UA) pour le développement des IG en Afrique, avec l'appui des deux grandes organisations de propriété intellectuelle africaines, l'OAPI et l'ARIPO.

### MOYENS



- Une Assistance technique à la conception et à la mise en œuvre de projet (par le CIRAD ou d'autres partenaires)



- Un soutien financier direct (aide directe)



- Plus de 9 projets d'IG en cours



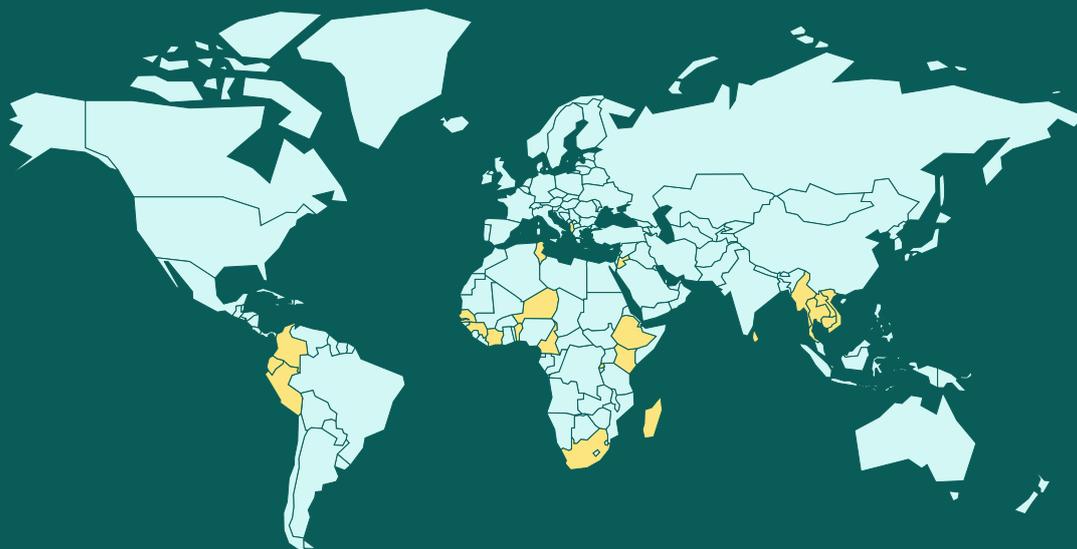
Une subvention de  
**6,5M€**  
depuis 2021

### OBJECTIFS

Les objectifs du projet correspondent à ceux de la stratégie de l'UA pour développer des IG en Afrique :

- Élaborer un cadre juridique et institutionnel favorable au développement des IG
- Renforcer les capacités des acteurs de la filière et des acteurs d'appui aux IG
- Enregistrer de nouvelles IG pilotes et le développement des filières IG concernées
- Contribuer à la recherche pour le développement des IG en Afrique

## 15 ANS DE SOUTIEN DE L'AFD AUX IG



- Huile, grenade et dattes - Tunisie
- Ananas pain de sucre du plateau d'Allada - Bénin
- Café des Bolovens - Laos
- Poivre de Kempport et Sucre de Kompong Speu - Cambodge
- Riz petit poussein et Café des Bolovens - Laos
- Café Ziama, Poivre de Penja et Miel d'Oku - Guinée, Cameroun
- Les IG d'Asie du Sud Est - Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande
- Biodiversité dans les Balkans - Albanie
- Huile d'olive - Palestine
- Thé - Sri Lanka

**18**  
**PROJETS**  
mis en œuvre

Un montant total de  
**27,2 M€**

## SOUTIEN À L'AGROÉCOLOGIE

Les systèmes de production agroécologiques, au mode de production biologique, combinent performances économiques, sociales, notamment à travers un haut niveau de protection sociale, environnementales et sanitaires. Ces systèmes privilégient l'autonomie des exploitations agricoles et l'amélioration de leur compétitivité, en maintenant ou en augmentant la rentabilité économique, en améliorant la valeur ajoutée des productions et en réduisant la consommation d'énergie, d'eau, d'engrais, de produits phytopharmaceutiques et de médicaments vétérinaires, en particulier les antibiotiques. Enfin, elles reposent notamment sur les connaissances locales et les processus participatifs, afin d'élaborer des savoirs et des pratiques à partir de l'expérience ainsi que des méthodes scientifiques plus conventionnelles.



© Falihery-Francisco / AFD

## Cacao Bio-Andino

### DÉVELOPPEMENT DURABLE DE FILIÈRES DURABLES DE CACAO D'EXCELLENCE

La production de cacao fait vivre 90 000 familles au Pérou, premier producteur de cacao biologique et de commerce équitable au monde. Le projet Cacao Bio-Andino a pour objectif de contribuer à la consolidation d'une filière durable de cacao d'excellence en Colombie, Equateur et Pérou.

#### OBJECTIFS

- Appuyer les politiques publiques en faveur d'une filière cacao biologique fin et aromatique durable
- Renforcer les capacités des producteurs
- Appuyer des projets pilotes portant une synergie territoriale agriculture / biodiversité
- Encourager le partage d'expériences au niveau régional



Financement  
à hauteur de  
**2,5 M€**

© Rodrig Mbock / AFD



## LE COMMERCE ÉQUITABLE

Le commerce équitable (CE) est un levier de transition écologique et sociale. Grâce à ses nombreux outils (prix minimum garanti, prime de développement et engagement pluriannuel des acheteurs), le CE permet de tester des innovations à fort impact environnemental et social. Il est également un vecteur pour l'égalité femmes-hommes, l'inclusion des jeunes, l'emploi rural, la lutte contre la déforestation et la préservation de la biodiversité.



© Hakob Kotolkyan / AFD

### Programme Équité 2

#### TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES ET SOCIALES DES FILIÈRES COMMERCE ÉQUITABLE EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'objectif du programme Équité est de participer au développement économique durable des pays d'Afrique de l'Ouest, afin de lutter contre la pauvreté et de renforcer l'agriculture familiale. Il soutient les initiatives de coopératives certifiées commerce équitable en matière de transition agroécologique, ainsi que les plateformes nationales du Commerce Équitable en Afrique de l'Ouest.

#### OBJECTIFS

- Appuyer la structuration des OP
- Renforcer les capacités commerciales, de gouvernance et de gestion des coopératives;
- Consolider les écosystèmes institutionnels du commerce équitable ;
- Utiliser le commerce équitable comme levier d'accélération des transitions écologiques des modes de production et de transformation pouvant déboucher sur une certification biologique ;
- Assurer la promotion de l'égalité femmes-hommes et l'insertion des jeunes dans les filières de CE.



Date : Depuis 2019



Secteurs concernés :  
commerce / agriculture



Localisation : 6 pays en  
Afrique de l'Ouest (Burkina  
Faso, Côte d'Ivoire, Mali,  
Ghana, Togo et Bénin)



**Montant total**

**11,7 M€**

Une subvention de **3,8 M€** du  
PRCC et de **2,5 M€** du FFEM



## 2 La structuration de filières durables

### RENFORCER LE COMMERCE PAR L'INNOVATION ET L'ENTREPRENEURIAT

Le PRCC soutient l'entrepreneuriat social et la structuration des petites entreprises. L'objectif : leur permettre de se développer à l'international en appuyant le développement des structures collectives telles que les chambres de commerce, les agences d'exportation, les coopératives et les clusters. L'innovation et l'entrepreneuriat sont des éléments clés dans la création d'écosystèmes économiques durables et pourvoyeurs d'emplois. Ils sont essentiels pour développer les capacités commerciales d'un pays et renforcer son potentiel économique. Les chaînes de valeur bénéficient d'une valeur ajoutée croissante grâce à l'innovation. De même, le renforcement de l'entrepreneuriat contribue au développement d'un tissu économique solide, permettant une émancipation économique facteur de résilience et de croissance.

L'AFD intervient pour favoriser la création d'écosystèmes entrepreneuriaux efficaces et durables, pour promouvoir l'émergence d'entreprises en croissance.



© Ibrahima Kebe Diallo / AFD

## CAP Business Ocean Indien

### FACILITER LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES VERS UN DÉVELOPPEMENT PLUS JUSTE, DURABLE ET RÉSILIENT

Ce projet soutient Cap Business Océan indien dans le déploiement de sa nouvelle feuille de route, qui vise à **accélérer la transition économique et écologique régionale, en promouvant une transition juste des modèles de développement, une régionalisation accrue des chaînes de valeur, des filières responsables et un dialogue structuré entre acteurs publics, privés et sociétés civiles.**

CAP business Ocean Indien oeuvre ainsi pour :

- Le renforcement institutionnel de CAP BOI ;
- Contribuer à l'identification et l'appropriation par le secteur privé des grands enjeux de la région (les fronts communs) à travers la promotion d'innovations et modèles d'organisation porteurs de résilience et de durabilité ;
- Encourager les coopérations économiques régionales à travers le dialogue et la facilitation des échanges entre acteurs privés, publics et sociétés civiles, en respectant strictement les principes de subsidiarité et d'additionnalité



Dates : depuis 2021



Secteurs concernés : TIC, Gestion des déchets, éco-tourisme



Localisation : Océan Indien



Montant  
**4,7 M€**

dont 3 M€ du PRCC,  
et 500 K€ de UE-FEDER

## Innovation au Maroc - Projet Tamkeen Li Tanmia

### DES PÔLES DE COMPÉTENCES VECTEURS D'INNOVATIONS

Au Maroc, le PRCC soutient le développement de pôles de compétence territoriaux. Dans la province de Rhamna, le projet renforce la dynamique de développement économique et social, inclusif et durable par l'émergence d'un pôle dédié à l'économie sociale et solidaire (ESS).

Tamkeen Li Tanmia favorise :

- L'émergence d'un pôle de compétences territorial fonctionnel sur l'économie sociale et solidaire dans la province de Rhamma
- La mise en place d'un pôle régional d'innovation et d'entrepreneuriat dans la région de Fès

Tamkeen Li Tanmia permet ainsi l'émergence d'activités génératrice de revenu et d'emploi, ainsi que la mise en oeuvre d'un pôle régional d'innovation favorisant l'incubation de projets porteurs et l'accélération des TPE/PME existantes dans le secteur de l'agritech.



Dates : depuis 2019



Secteurs concernés :  
économie sociale  
et solidaire, innovation,  
entrepreneuriat



Localisation : Maroc



**Montant du  
financement :  
3 M€**

## Projet Noé

### DÉVELOPPER DES FILIÈRES PRO-BIODIVERSITÉ AUTOUR D'AIRES PROTÉGÉES

La perte de biodiversité appauvrit directement les populations les plus vulnérables, largement dépendantes des ressources naturelles. L'objectif de Noé est d'améliorer la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des ressources naturelles par les communautés via :

- La création de revenus et d'emplois autour des aires protégées grâce au développement de filières pro-biodiversité
- Le soutien aux dynamiques de marché et aux PME travaillant les produits naturels locaux.
- L'engagement des communautés riveraines dans la gestion durable des ressources
- la conservation de la biodiversité et des écosystèmes
- L'émergence et le renforcement d'organisations de base de la société civile (coopératives, groupements de femmes...) et d'ONG.

Ces effets sont pérennisés grâce à l'appropriation de ces modèles par les acteurs publics et la société civile.



Dates : depuis 2021



Secteurs concernés :  
entrepreneuriat  
biodiversité



Localisation : Ghana,  
Cameroun



**Montant total :  
3 M€  
dont 2,5 M€ du PRCC**

### 3 L'intégration économique régionale en Afrique

Le PRCC accompagne l'intégration régionale en Afrique à travers un soutien opérationnel à la mise en œuvre des protocoles de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'harmonisation du droit des affaires ou encore le renforcement de corridors commerciaux.

L'intégration économique régionale s'opère au-delà des accords commerciaux. Elle se mesure également par le développement du droit des

affaires et de la propriété intellectuelle, par les dispositifs de facilitation des échanges, par le soutien au commerce numérique, liant la politique commerciale des pays à leur politique industrielle. Les projets soutenus par le PRCC dans ce cadre participent au renforcement des chaînes de valeur régionales, apportant gains de compétitivité, résilience économique et créations d'emplois décents et de valeur ajoutée locale.



## Facilité d'assistance technique européenne au secrétariat de la ZLECAf

### ACCOMPAGNER LA MISE EN PLACE DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF)

La mise en place du protocole d'accord de la ZLECAf au 1<sup>er</sup> janvier 2021 marque un tournant majeur dans l'intégration économique du continent africain. Cette zone de libre-échange pourrait constituer à terme le plus grand marché au monde, fort de plus de 1,2 milliard de personnes, représentant un PIB de 2500 milliards de dollars.

Ce projet vise à apporter un soutien technique européen pour l'accompagnement de la mise en oeuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Il permettra notamment de renforcer l'action du secrétariat ZLECAF, agence de l'UA en charge de la mise en place de cet accord.

Ce projet vise ainsi à contribuer au renforcement de l'action de l'UA dans la mise en oeuvre des deux premiers piliers de l'Agenda 2063 : (i) une Afrique prospère basée sur la croissance inclusive et le développement durable ; et (ii) un continent intégré, politiquement uni et fondé sur les principes du panafricanisme et la vision de la renaissance africaine.



Dates : depuis 2022



Secteurs : commerce, intégration régionale



Localisation : Afrique



**Montant du financement :**  
**24,5 M€**

**dont 4 M€ du PRCC et 9,5 M€ de l'UE**

## Corridor Lagos - Abidjan

### FACILITER L'INTÉGRATION RÉGIONALE

Ce corridor est mis en oeuvre par TradeMark Africa afin de promouvoir l'intégration économique et commerciale en Afrique.

Le projet vise à faciliter le commerce entre la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigéria via l'amélioration du corridor Abidjan-Lagos. Ainsi, il favorise l'efficacité et la capacité du corridor à harmoniser les procédures et réglementations commerciales. Il permet également de développer les capacités commerciales du tissu économique local, de développer des corridors « verts » et de favoriser l'accès des populations vulnérables aux opportunités économiques créées par le renforcement de ce corridor. Il s'inscrit dans l'agenda d'intégration continentale de la ZLECAF.



Dates : depuis 2023



Secteurs: commerce / intégration régionale



Localisation : Ghana, Togo, Bénin



**Montant total :**  
**6 M€**



# Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



## AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

5 rue Roland Barthes, 75598 Paris cedex 12 - France

Tél. +33 1 53 44 31 31 - Fax. +33 1 44 87 99 39

[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

 [www.facebook.com/AFDOfficiel](https://www.facebook.com/AFDOfficiel)

 [twitter.com/AFD\\_France](https://twitter.com/AFD_France)

 [www.youtube.com/user/GroupeAFD](https://www.youtube.com/user/GroupeAFD)

 [afd\\_France](https://www.instagram.com/afd_France)

